

VINCENT AUBELLE
ÉMERIC BRÉHIER
JEAN-PAUL PLANCHOU

Comment fonder la République décentralisée ?

COMMENT FONDER
LA RÉPUBLIQUE DÉCENTRALISÉE ?

Collection *Monde en cours*
Série *La petite boîte à outils*

Dans la même série :

Jean Viard, *Un nouvel âge jeune ?*
Devenir adulte en société mobile

Ismail Ferhat, *Des discriminations*
sous-estimées ? Les musulmans en France

Julien Damon, *Inconfinables ?*
Les sans-abri face au coronavirus

Adeline Hazan, Adrien Taquet, *La Prison,*
alpha et oméga de la punition ?

Chloé Morin, Daniel Perron, *Être vieux :*
relégation ou solidarité ?

Denis Maillard, *Indispensables mais*
invisibles ?

Antoine Bristielle, *À qui se fier ?*

David Ménascé, Pierre Victoria,
Entreprises et territoires : nouvelle alliance ?

Iannis Roder, *Prof, mission impossible ?*

Sarah Proust, *Télétravail : la fin du bureau ?*

© Éditions de l'Aube
et Fondation Jean-Jaurès, 2021
www.editionsdelaube.com

ISBN 978-2-8159-4618-6

Vincent Aubelle
Émeric Bréhier
Jean-Paul Planchou

**Comment fonder
la République
décentralisée ?**

*éditions de l'aube
fondation jean-jaurès*

Vincent Aubelle, professeur associé des universités - Université Gustave-Eiffel, département génie urbain; expert auprès de la Fondation Jean-Jaurès.

Émeric Bréhier, directeur de l'observatoire de la vie politique de la Fondation Jean-Jaurès; professeur associé à l'IEP Bordeaux; il fut adjoint à Chelles (2008-2014) et député (2012-2017).

Jean-Paul Planchou fut conseiller régional en Île-de-France (1998-2021) et vice-président (2010-2015), député (1981-1986; 1988-1993), et maire de Chelles (1995-2014).

Avant-propos

De la nécessité de fonder la République décentralisée

Le comité de Nancy¹ publia en 1865 *Un projet de décentralisation* auquel furent jointes les réactions que suscitèrent ses propositions. Sans que les dix-sept auteurs de ce texte n'abdiquent rien de leurs idées, ils considérèrent que « parler un peu de décentralisation serait un bien ». La postérité de ce texte résulte et de sa forme – un manifeste collectif – et de sa présentation : la décentralisation

1. Collectif, *Un projet de décentralisation*, Nancy, Vagner, 1865.

est appréhendée dans sa portée humaine et vivante. Ce sillon fut approfondi, notamment avec une volonté politique renouvelée, dans les années 1960-1970. Citons, entre autres, les travaux du Club Jean-Moulin, le rapport *Décoloniser la province*, ou bien encore le rapport *Vivre ensemble*. La décentralisation fut votée en 1982. Depuis, la réflexion s'est tarie, laissant croire qu'il n'y avait plus matière à débat et que la seule raison technicienne d'organiser la répartition des pouvoirs territoriaux suffisait.

Dans la conférence qu'il prononça le 13 décembre 1931, John Maynard Keynes indiquait : « Mon but est donc l'idéal, et mon projet consiste à reléguer à l'arrière-plan les considérations économiques¹. » Le primat

1. John Maynard Keynes, « Le dilemme du socialisme moderne », *Vingtième siècle, Revue d'histoire*, octobre 1984, n° 4, pp. 127-131.

qu'il accordait à la *Res publica* était celui de faire prévaloir la motivation politique: « Si les économistes pouvaient parvenir à se faire considérer comme des gens humbles et compétents, sur le même pied que les dentistes, cela serait merveilleux¹. »

Il doit en être de même en matière de décentralisation. Le dépérissement de la réflexion politique conduit aujourd'hui à un paradoxe. D'une part, le poids croissant des politiques menées au titre de la décentralisation dans nos quotidiens respectifs: modes de garde des enfants, écoles, collèges, lycées, routes, équipements sportifs et culturels ou même actions de lutte contre l'épidémie en sont quelques exemples. D'autre part, il faut souligner le désengagement citoyen à l'égard de cette

1. John Maynard Keynes, *Sur la monnaie et l'économie*, Paris, Petite bibliothèque Payot, 1996, p. 141.

construction, car jamais la décentralisation n'a aussi peu concerné les Français. Dans un contexte, certes, très particulier, le taux d'abstention au premier tour de l'élection municipale en 2020 a atteint 55,3 %; celui du premier tour des élections régionales de 2021 est égal à 66,7 %. La décentralisation suscite de plus en plus d'indifférence. Cette atonie impose de revenir à la nervosité des disputes: la décentralisation est d'abord et avant tout politique. Ce manifeste et les dix propositions qu'il contient s'en veulent l'expression.

Introduction

Un mouvement contrarié

La France est jacobine, dit-on. Elle l'est devenue. Le bras puissant du monarque absolu dont il a usé, parfois abusé, a confiné les profonds particularismes provinciaux. Ensuite, la Révolution, puis l'Empire, enfin la République, pour assurer leur légitimité et leur autorité, araseront, unifieront, uniformiseront, jusqu'au point d'étouffer toute capacité d'initiative, d'aboutir à un poids démesuré de Paris et de sa région aux dépens du développement du reste du pays. Mais les ferments du girondisme n'ont jamais complètement disparu.

Durant les décennies d'après-guerre, l'ouvrage de Jean-François Gravier, *Paris et le désert français*¹, paru en 1947 a eu un grand retentissement. Il tire l'alarme des effets délétères du déséquilibre territorial: engorgement de la vitalité économique de la région parisienne, faible dynamique du développement ailleurs et, globalement, perpétuation des inégalités sociales.

Au mitan des années 1950, la préoccupation grandissante d'un développement équilibré donne lieu à un premier processus de déconcentration des pouvoirs, puis, au début de la décennie suivante, à une politique volontariste d'aménagement du territoire animée par la délégation interministérielle à l'aménagement du territoire et à l'attractivité territoriale

1. Jean-François Gravier, *Paris et le désert français: décentralisation, équipement, population*, Paris, Le Portulan, 1947.